

## **Evaluation des stratégies industrielles au Maroc**

## **Evaluation of industrial strategies in Morocco**

**CHEBAB Ismail**

Doctorant-Chercheur en Sciences Economiques

Etablissement (FSJES –SOUISSI-)

Université (UMV-Rabat-)

Laboratoire d'Analyse Economique et Modélisation (LEAM)

Maroc

**Chebab.fr@gmail.com**

**Date de soumission** : 02/08/2022

**Date d'acceptation** : 06/09/2022

**Pour citer cet article** :

CHEBAB.I.2022) « Evaluation des stratégies industrielles au Maroc » Revue Française d'Economie et de Gestion  
«Volume 3 : Numéro 9 » pp : 265 – 289.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons  
Attribution License 4.0 International License



## Résumé

Le Maroc s'est engagé depuis 2005 dans une série de réformes sectorielles, à travers notamment de nombreuses stratégies industrielles. De ce fait, l'objectif de notre étude consiste en une analyse des réalisations des trois stratégies industrielles adoptées par le Maroc depuis 2005 et de leurs externalités engendrées. Ladite analyse ressort un bilan mitigé, d'une part une performance notable en matière d'attraction des géants mondiaux dans des secteurs à forte valeur ajoutée, à l'instar de l'automobile et l'aéronautique, ainsi qu'en matière de promotion des exportations industrielles. D'autre part, un impact qui n'est pas ressenti au niveau de la valeur ajoutée, en effet, l'évolution croissante des exportations industrielles des produits finis a été accompagnée par une augmentation des importations relatives aux intrants nécessaires à la production de ces produits finis. Ce constat exprime la faible capacité du Royaume en termes de transformation structurelle de son économie, accompagnée par une faible productivité de ses investissements et de son capital.

**Mots clés :** Politique industrielle; développement économique ; externalités ; valeur ajoutée ; capital humain.

## Abstract

Morocco has been engaged since 2005 in a series of sectoral reforms, notably through numerous industrial strategies. Therefore, the objective of our study consists in an analysis of the achievements of the three industrial strategies adopted by Morocco since 2005 and their generated externalities. This analysis shows a mixed balance sheet, on the one hand a notable performance in attracting global giants in high value-added sectors, such as the automotive and aeronautics sectors, as well as in promoting industrial exports. On the other hand, an impact that is not felt at the level of value added, Indeed, the increasing trend in industrial exports of finished products has been accompanied by an increase in imports of the inputs necessary for the production of these finished products. This observation expresses the Kingdom's weak capacity in terms of structural transformation of its economy, accompanied by a low productivity of its investments and capital.

**Keywords :** Industrial policy ; economic development ; externalities ; added value ; human capital.

## Introduction

Le Maroc est un pays qui, malgré les efforts déployés durant ces dernières décennies, reste toujours piégé dans le statut des économies à revenu intermédiaire tranche inférieure (classification de la Banque mondiale 2020-2021). Cette situation n'est autre que le résultat des choix stratégiques adoptés par le pays, qui ont mené son économie à se développer surtout dans le secteur primaire et le secteur tertiaire. En effet, on remarque une transition de l'économie marocaine du secteur primaire vers le secteur tertiaire sans passage par un développement réel du secteur secondaire, cette transition a été déclenchée plus particulièrement à partir du début des années 2000 (transport, télécommunication, tourisme, banques...). Ainsi, la part du secteur industriel dans l'économie nationale, qui représentait en 2019 aux alentours de 26%, demeure encore timide pour hisser le pays au statut des pays émergents. En effet, ce passage du secteur primaire au secteur tertiaire sans développer réellement le secteur industriel exprime la difficulté du Maroc pour accélérer son rythme de transformation structurelle vers des activités à plus forte valeur ajoutée et à contenu technologique plus élevé.

L'expérience internationale nous montre que rares sont les pays qui ont réussi à se hisser vers le statut d'économie émergent et avancée en se basant uniquement sur le secteur primaire (qui reste fortement corrélé et dépendant de la pluviométrie, surtout pour le cas du Maroc) et le secteur tertiaire (qui est générateur d'une valeur ajoutée faible ou moyenne). Le processus de transformation structurelle au Maroc est, en effet, entravé par plusieurs facteurs, ayant trait aux défaillances des marchés, à l'écart technologique, au manque de savoir-faire et de capital humain qualifié, à une qualité institutionnelle insuffisante, etc. Remédier à ces handicaps est souvent associé à la nécessité de conduire une politique industrielle efficace qui devrait permettre d'encourager l'investissement privé et l'orienter vers les secteurs les plus dynamiques et les plus complexes ayant par conséquent, des externalités positives sur l'ensemble de l'économie nationale. En effet, l'industrialisation d'une économie se traduit par une hausse générale de la productivité.

La politique industrielle au Maroc s'est développée particulièrement à partir des années 60. En effet, depuis cette date, la politique adoptée par le pays pour développer la dynamique industrielle portait sur une politique de substitution à l'importation, ayant pour but de réduire la dépendance par rapport à l'étranger. Par ailleurs, même si cette politique était bénéfique pour le pays par le développement de plusieurs branches du secteur industriel, ladite politique a connu ses limites

vers la fin des années 70.

Conscient des limites de la politique industrielle adoptée durant les années 60, le Maroc s'est orienté à partir des années 80 et jusqu'au 2004 vers une politique de promotion des exportations. En effet, cette orientation a permis aux pays de développer plusieurs branches investies en main-d'œuvre, en l'occurrence le textile et l'agroalimentaire. En revanche, le secteur industriel au Maroc est demeuré limité à des exportations, majoritairement à faible valeur ajoutée, concentrées géographiquement et à un niveau de compétitivité faible comparativement à des pays émergents de l'Asie, de l'Europe de l'Est, ainsi que de la région MENA.

Par ailleurs, c'est qu'à partir de 2005 que la politique industrielle marocaine connaîtra un réel tournant en instaurant une stratégie basée sur les métiers mondiaux, considérés parmi les secteurs les plus dynamiques du commerce mondial. C'est ainsi que le pays a vu se succéder depuis 2005 le Plan Émergence, puis le Pacte National pour l'Émergence avant d'initier sa nouvelle politique industrielle intitulée « Plan d'Accélération Industrielle 2014 – 2020 ».

Le présent article passe en revue les grands chantiers adoptés par le Maroc à partir de 2005 dans le but de stimuler et dynamiser le tissu industriel, pour s'intéresser ensuite au bilan des réalisations desdits chantiers. Notre étude sera couronnée par une analyse des faits stylisés relatifs aux externalités engendrées par les politiques industrielles marocaines. **De ce qui précède, dans quelle mesure les différentes stratégies industrielles adoptées par le Maroc ont permis de dynamiser le tissu industriel marocain ? Et quels sont les défis à relever et les obstacles qui entravent le développement dudit secteur ?**

Afin de traiter notre problématique, une première partie sera réservée à la présentation des trois stratégies industrielles adoptées par le Maroc, avant de passer à une deuxième partie qui s'intéressera à l'impact desdites stratégies et de leurs externalités, ainsi aux différents obstacles qui entravent le développement du secteur industriel marocain.

Il est à noter que les exercices 2020, 2021 et 2022 n'ont pas été pris en compte car notre analyse portera sur un essai d'évaluation de la dynamique industrielle au Maroc en dehors des effets de la crise sanitaire COVID-19 et des effets de la guerre Russo-Ukrainienne.

## **1. Les politiques industrielles au Maroc**

Dans le but de promouvoir la dynamique industrielle et permettre au secteur de contribuer significativement à la croissance économique, à l'emploi et à la modernisation du tissu productif national, les pouvoirs publics ont adopté, à partir de 2005, trois stratégies successives de développement du secteur industriel.

### **1.1 Plan émergence 2005**

Inspiré de l'expérience mexicaine des zones franches d'exportation ainsi que de celle de Shenzhen (Hong Kong) le plan émergence (2005-2009) constitue un prolongement des réformes institutionnelles. En effet, sur la base d'une étude réalisée par Mc Kinsey & Company à la demande du gouvernement marocain, la stratégie industrielle appelée « Plan Émergence » répondait à trois objectifs : attirer de nouveaux investissements industriels au Maroc, développer certains secteurs porteurs qu'on appelle également les métiers mondiaux du Maroc (MMM) et les rendre compétitifs à l'export, à savoir : l'offshoring, l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, l'agroalimentaire, etc., ainsi que la création des zones franches dédiées aux industriels orientées vers l'exportation pour lesquels le Maroc dispose d'avantages comparatifs.

Pour réaliser ces objectifs et afin de moderniser le tissu industriel existant, un programme transversal a été mis en place qui consiste en :

L'assistance technique et managériale, l'accès au financement, l'environnement des PME, ainsi que la reconfiguration du tissu et des acteurs.

Ledit programme a été conçu pour faire face aux faiblesses du système industriel et à leurs externalités négatives engendrées sur l'économie nationale à savoir :

la faible valeur ajoutée du secteur industriel, la faible productivité des investissements, le déficit commercial chronique, la désarticulation des filières industrielles, un taux de croissance économique insuffisant et le faible positionnement du Maroc par rapport aux pays émergents.

Cette stratégie industrielle (2005-2009) se décline en contrats d'engagements entre l'État et les représentants des secteurs clés, et en investissements infrastructurels.

### **1.2 Pacte National pour l'Émergence Industrielle 2009-2015**

Le contrat programme intitulé : Pacte National pour l'Émergence Industrielle (2009-2015) reprend la logique de coordination et de contractualisation des actions de l'État et des opérateurs économiques initiée par le plan émergence (2005-2009). En effet, ce contrat programme matérialise les engagements réciproques de l'État, représenté par plusieurs départements ministériels (Ministère de la justice, MEF, Ministère de l'agriculture, Ministère de l'industrie,

Ministère du Commerce extérieur,...) et du secteur privé, représenté par la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et le Groupement Professionnel des Banques au Maroc. Le PNEI a pour objectif la dynamisation du secteur industriel, tout en capitalisant sur les efforts déployés par le pays pour développer la sphère industrielle au Maroc. Dans ce sens, le PNEI constitue une continuité du plan émergence (2005-2009) adopté par le pays, plus particulièrement concernant l'aspect relatif au développement des Métiers Mondiaux du Maroc (MMM). Dans ce sens, le PNEI fixe 6 métiers en particulier :

L'offshoring, l'automobile, l'aéronautique et spatial, l'électronique, le textile et cuir ainsi que l'agroalimentaire.

En parallèle, et pour une approche intégrée s'intéressant à l'ensemble du tissu des entreprises, des mesures transversales visant notamment l'amélioration de la compétitivité des entreprises ont été définies, et qui visent 4 chantiers transversaux :

La compétitivité des PME, le climat des affaires, la formation et les plateformes industrielles intégrées (P2I).

Globalement, le PNEI s'est fixé à l'horizon 2015 les objectifs suivants :

La création de 220 000 emplois, l'augmentation du PIB industriel de 50 MMDH additionnels, la génération d'un volume supplémentaire d'exportation de 95 MMDH, ainsi que 50 MMDH d'investissements privés dans l'activité industrielle.

### **1.3 Plan d'accélération Industrielle 2014-2020**

En dépit de réels succès sectoriels, comme dans l'automobile ou l'aéronautique, le bilan insuffisant des deux premières stratégies industrielles a cependant conduit l'État marocain à ajuster son approche. En effet, Le Plan d'accélération Industrielle s'inscrit dans une nouvelle approche basée sur la mise en place d'écosystèmes performants, visant l'intégration des chaînes de valeur et la consolidation des relations locales entre les grandes entreprises et les PME ainsi que la création d'emplois qualifiés. De ce fait, ces écosystèmes industriels deviennent ainsi l'outil d'une mise en œuvre coordonnée des divers dispositifs publics de soutien aux secteurs exportateurs. En effet, chaque écosystème bénéficie de moyens publics dans le cadre d'un partenariat privé public contractualisé. Les entreprises s'engagent sur un objectif d'emplois et, dans certains cas récents, sur un taux d'intégration-cible.

D'autre part, le PAI mise sur les effets supposés vertueux et mécaniques d'une meilleure intégration aux chaînes de valeurs mondiales (CVM) et prévoyait l'extension des partenariats industriels en direction d'économies du Sud comme la Chine, et inscrit à son agenda une

dynamique d'intégration africaine.

Dans ce sens, la nouvelle stratégie a prévu, d'une part le soutien de l'offre accompagné d'une politique attractive des IDE, et d'autre part, la mise en place d'un fonds d'investissement industriel public (FDI), doté d'une enveloppe financière de 20 milliards MAD qui permettra au tissu industriel de se consolider, de se moderniser, et de développer sa capacité de substitution de produits importés, à travers notamment la mise en place de dispositifs ciblant : la formation, le financement des investissements contribuant à l'internationalisation du tissu productif et le développement de parcs industriels locatifs (PIL). Elle s'emploiera à accompagner la transition de l'informel vers le formel avec la mise en place d'une série de mesures financières et fiscales incitatives.

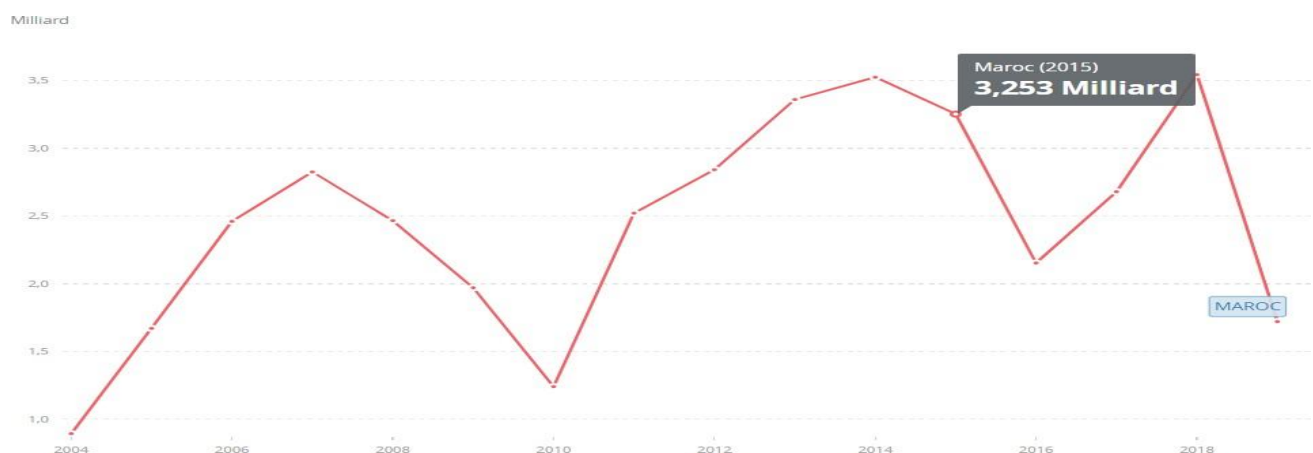
Le dispositif du plan d'accélération prévoit aussi d'accorder une importance capitale à l'effort d'adéquation des compétences avec les besoins des entreprises, ainsi qu'à l'offre en location de parcs industriels qui seront plus accessibles aux opérateurs, de manière à répondre à la problématique du foncier, régulièrement soulevée par les entreprises.

D'une façon générale, le Plan d'accélération industrielle (PAI 2014-2020) vise à accroître significativement la part du secteur industriel, pour la porter de 14% à 23 % du PIB (selon l'ancien ministre de l'industrie), en favorisant l'intégration sectorielle et en accompagnant la montée en gamme de la production vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

## 2 Bilan des réalisations et faits stylisés

La politique industrielle du Maroc s'est basée dans une grande mesure sur la politique d'attractivité des investissements directs étrangers, dans le but de bénéficier des externalités positives engendrées par ces IDE sur la croissance économique, l'emploi et le déficit commercial. En effet, plusieurs études ont pu démontrer l'impact des IDE en termes de transfert de connaissances (éducation et formation des travailleurs) et de technologie (adoption de nouvelles technologies de production) appelés aussi « *spillover* » selon la terminologie de *Blomstrom* (1998). Dans ce sens, les trois politiques industrielles du pays ont mis le point sur l'importance d'attraction des IDE industriels comme moyen de promotion et de modernisation du tissu industriel marocain, et ceci notamment, à travers la création des zones franches, des incitations fiscales, des plateformes industrielles intégrées ainsi que par l'amélioration du climat des affaires.

Figure N°1 : Evolution des entrées des flux des IDE au Maroc



Source : Banque Mondiale

La politique d'attractivité des IDE, adoptée par le pays à partir de 2005, a permis au Maroc d'attirer des investissements d'envergure, caractérisés par un changement important au niveau de la structure sectorielle des IDE au profit des investissements industriels. En effet, les évolutions enregistrées durant la période 2010-2019 s'inscrivent dans un contexte d'attraction croissante du secteur industriel marocain au détriment d'autres secteurs comme la banque ou l'immobilier, dont les IDE vers l'industrie ont été multipliés par 6. De ce fait, l'attraction du Pays des IDE industriels a permis la montée en puissance de certaines activités industrielles telles que l'automobile et l'aéronautique, qui n'est autre que le résultat des trois politiques

industrielles adoptées par le gouvernement.

Afin d'organiser notre analyse selon une chronologie logique des interventions gouvernementales pour stimuler le secteur industriel, notre analyse portera sur l'impact des différentes stratégies par période. Pour ceci, les périodes choisies concerneront, dans un premier temps, la période entre 2000 et 2015, afin de vérifier l'impact des deux premiers plans industriels, avant de s'intéresser à la période 2015-2020, ayant pour but d'analyser l'impact du Plan d'accélération Industrielle (PAI).

## 2.1 Période 2000-2015 : Impact des deux premiers plans (P.E & PNEI)

**Tableau N°1 : évolution de la production, des exportations et du chiffre d'affaires du secteur industriel**  
 (en Millions de DH)

|      | Production Industrielle | Evolution     | Exportations industrielles | Evolution    | CA industriel | Evolution     |
|------|-------------------------|---------------|----------------------------|--------------|---------------|---------------|
| 2000 | 164495                  | -----         | 43243                      | -----        | 181554        | -----         |
| 2001 | 169618                  | 3,11          | 45605                      | 5,46         | 189799        | 4,54          |
| 2002 | 175735                  | 3,60          | 47055                      | 3,18         | 194597        | 2,53          |
| 2003 | 178361                  | 1,49          | 48391                      | 2,84         | 198717        | 2,11          |
| 2004 | 187641                  | 5,20          | 51917                      | 7,29         | 202942        | 2,13          |
| 2005 | 209558                  | <b>11,68</b>  | 54764                      | <b>5,48</b>  | 228842        | <b>12,76</b>  |
| 2006 | 232848                  | <b>11,11</b>  | 59981                      | <b>9,53</b>  | 252852        | <b>10,49</b>  |
| 2007 | 268996                  | <b>15,52</b>  | 74022                      | <b>23,4</b>  | 293943        | <b>16,25</b>  |
| 2008 | 315258                  | <b>17,20</b>  | 85216                      | <b>15,12</b> | 347139        | <b>18,10</b>  |
| 2009 | 263456                  | <b>-16,43</b> | 65362                      | <b>-23,3</b> | 309788        | <b>-10,76</b> |
| 2010 | 326090                  | <b>23,77</b>  | 87628                      | <b>34,06</b> | 359763        | <b>16,13</b>  |
| 2011 | 426146                  | <b>30,68</b>  | 108653                     | <b>24</b>    | 419022        | <b>16,47</b>  |
| 2012 | 391713                  | <b>-8,08</b>  | 109953                     | <b>1,19</b>  | 429733        | <b>2,55</b>   |
| 2013 | 392048                  | <b>0,08</b>   | 115679                     | <b>5,2</b>   | 428569        | <b>-0,27</b>  |
| 2014 | 390860                  | <b>-0,30</b>  | 124996                     | <b>8,05</b>  | 429867        | <b>0,30</b>   |
| 2015 | 371370                  | <b>-4,98</b>  | 130639                     | <b>4,51</b>  | 402526        | <b>-6,36</b>  |

Source : calcul de l'auteur sur la base des données de l'HCP

Depuis la mise en place du premier plan émergence 2005-2009, nous pouvons constater une augmentation considérable de la production, des exportations et du chiffre d'affaires industriel à partir de cette date, en effet :

- la production industrielle a connu une évolution moyenne de 13.88 % entre 2005- 2008,

alors que cette évolution était de 3.35% durant la période antérieure au plan (2000-2004) ;

- le C.A industriel a connu une évolution moyenne entre 2005-2008 de 14,4% contre une évolution moyenne de 2.83% durant la période antérieure au plan (2000-2004) ;
- les exportations industrielles ont connu une évolution moyenne de 13.38% entre 2005-2008, alors que cette évolution était de 4,7% durant la période antérieure au plan (2000-2004) ;
- la production, les exportations et le CA du secteur industriel ont connu une diminution en 2009 suite aux effets de la crise mondiale de 2008 ;
- une forte reprise des indicateurs en 2010 et 2011, qui coïncident avec la mise en place du PNEI (2009-2015), ce dernier constitue une continuité du pacte de l'émergence ;
- une stagnation des indicateurs en 2012, 2013 et 2014 avec une diminution du CA et de la production en 2015, cette stagnation peut être expliquée notamment par l'essoufflement des effets des deux plans mis en place par le gouvernement ainsi que par la persistance des effets de la crise de 2008 chez les principaux partenaires commerciaux du Maroc de la zone euro ;

La stagnation de ces indicateurs a été accompagnée également par une baisse continue de l'emploi dans l'industrie, avec des pertes nettes durant les années de 2012 à 2015. Ces évolutions sont révélatrices d'un processus de destruction créatrice inachevée, puisque les créations d'emplois dans les nouveaux secteurs n'arrivent pas à compenser les pertes observées dans les secteurs classiques.

D'après l'analyse de l'évolution de ces indicateurs, nous pouvons constater que la politique industrielle marocaine, à travers les 2 stratégies de (2005-2009) et (2009-2015) a permis de booster les indicateurs en question de 2005 jusqu'à 2011 (avec une chute exceptionnelle en 2009 à cause de la crise de 2008), par ailleurs, les effets de ladite politique ont atteint leurs limites à partir de 2012. En effet, les deux stratégies ont permis d'assurer les premières bases nécessaires au développement du secteur industriel (infrastructure, accès au financement, climat des affaires, plateformes industrielles intégrées, modernisation des branches industrielles existantes), par ailleurs, pour passer à l'étape suivante qui favorise la qualité du tissu industriel et les externalités engendrées par cette qualité, nous constatons que, malgré si le Pays a pu développer de nouvelles branches telles que l'offshoring, l'automobile et l'aéronautique, le positionnement du Maroc dans les industries les plus sophistiquées demeure insuffisant, en effet, selon l'indicateur de complexité économique<sup>1</sup>, le Maroc occupait la 65<sup>ème</sup> place sur 107 pays en 2016 contre la 69<sup>ème</sup> place en

---

<sup>1</sup> Cet indicateur reflète le niveau des capacités productives et cognitives d'une économie donnée, à travers la sophistication de ses exportations et la diversification de sa structure exportatrice par produit.

1990, et se place derrière plusieurs pays en développement (Tunisie, Égypte, Etc.). Dans le même sens, des pays comme le Vietnam et l'Ouganda ont réalisé des progrès considérables dans cet indicateur, dont ils ont progressé respectivement de la 93<sup>ème</sup> et 107<sup>ème</sup> place à la 47<sup>ème</sup> et 61<sup>ème</sup> place durant la même période<sup>2</sup>.

Ce constat reflète les difficultés rencontrées par le Maroc en matière de transformation structurelle de son économie. Pour compléter, même en termes des bases essentielles pour la promotion de l'industrie évoquées précédemment, le Maroc n'a pas réussi à satisfaire pleinement certaines conditions, telles que l'accès au financement, la problématique du foncier ainsi que les lourdeurs administratives et procédurales qui impactent directement le climat des affaires. Ces limites sont accompagnées par l'absence d'une formation de qualité adaptée aux nouveaux métiers mondiaux du Maroc (MMM).

En termes d'objectifs cibles ; le PIB industriel a augmenté de 40 milliards de DH entre 2009 et 2015 alors que le PNEI visait une augmentation de 50 milliards de DH, d'où une réalisation atteinte de 80% de l'objectif. Néanmoins, la part du PIB industriel dans le PIB national, qui était aux alentours de 25%<sup>3</sup>, n'a pas changé pour la période 2005-2015. Les investissements industriels ont augmenté de 32% entre 2009 et 2014 mais ont décliné en 2015 de 43% par rapport à 2014. En matière de montants, le PNEI a fixé un objectif, à fin 2015, de 50 milliards d'investissements de plus dans le secteur industriel alors que ce montant a diminué de 5,8 Milliards de DH par rapport à 2009. De ce fait, les objectifs fixés initialement n'ont été que partiellement atteints.

---

<sup>2</sup> Complexité économique et développement : Stratégies pour la diversification structurelle de l'économie marocaine (DEPF-Ministère d'Economie et des Finances)

<sup>3</sup> Source : fr.statista

## 2.2 Période 2014-2019 : Impact du plan d'accélération Industrielle

La modernisation progressive du tissu industriel national et son ancrage dans les chaînes de valeur mondiales observées au cours de ces dernières années ont permis d'attirer des géants mondiaux dans des secteurs à forte contribution à la valeur ajoutée, à l'emploi qualifié et aux exportations. En effet, l'implantation de Renault à Tanger a permis de booster le secteur automobile qui est devenu dans moins de 10 ans le fer de lance de la politique industrielle représentant 6,5% des IDE globaux et 45% des IDE industriels en 2013. Ainsi, en 2014 les exportations de cette industrie ont dépassé le cap des 40 milliards de DH contre 12,7 MMDH en 2007 hissant ainsi le secteur au 1er rang des activités à l'export devant l'agro-industrie et les phosphates. Ces performances sont également renforcées par l'implantation de Peugeot (PSA) à Kenitra qui a ouvert une usine de production d'une capacité à terme de 200 000 véhicules et d'assemblage de moteurs dans la zone franche. En juillet 2017, Peugeot installait un centre R&D à Casablanca, « en charge du développement du projet véhicules et organes et d'accompagner le développement du groupe PSA ».

D'autre part, nous remarquons durant ces dernières années l'émergence et l'évolution d'un autre secteur à forte valeur ajoutée, qui jadis était quasi inexistant ; il s'agit de l'aéronautique. En effet, au début des années 2000, en partenariat avec la SNECMA, la RAM lance une activité d'entretien des systèmes électriques avec BOEING. Ayant su acquérir et entretenir un savoir-faire précieux et former des jeunes qualifiés, un cercle vertueux a ensuite entraîné de nouveaux industriels de l'aéronautique à s'installer au Maroc. Aujourd'hui plus de 140 entreprises du secteur y sont implantées, dont des géants mondiaux comme SAFRAN, BOMBARDIER, STELIA, BOING, etc. Pour compléter le Maroc est devenu en 2018 le premier exportateur des produits aéronautiques en Afrique tout en occupant 17 500 employés hautement qualifiés.

En traçant sa feuille de route industrielle, le Maroc s'est fixé comme objectif de rivaliser avec la Chine en termes de compétitivité. Pari réussi du fait que le Royaume se positionne côte à côte de la plus grande usine du monde, notamment en automobile. Après concertation avec PSA, le département de l'industrie ressort avec des indicateurs qui illustrent le grand cap franchi par l'industrie automobile nationale. Avec un taux d'intégration de 60%<sup>4</sup> le Maroc arrive troisième au

---

<sup>4</sup> Le taux d'intégration désigne la propension d'un pays donné à satisfaire ses différents besoins par sa production locale

niveau mondial se situant juste après la Chine. Le secteur présente en effet plusieurs avantages dont le coût «sortie d'usine» qui est identique à celui de l'Inde, ainsi que la proximité du Royaume avec l'Europe.

Pour compléter, Le PAI 2014-2020 a permis de créer 54 systèmes industriels répartis en 14 pôles en partenariat avec 32 associations et universités professionnelles dans divers secteurs, à savoir l'automobile, le textile, l'aéronautique, l'industrie des matériaux de construction, l'industrie métallurgique et mécanique, l'offshoring, l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire et le phosphate.

En matière de création d'emplois, le PAI ciblait 500 000 emplois entre 2014 et 2020. A fin 2019, selon les chiffres de la CNSS, le PAI a permis la création de 504 954 emplois industriels, Dans le détail, 82% de ces nouveaux postes créés sont portés par 4 secteurs, à savoir l'automobile, le textile, l'agro-industrie et l'offshoring.

Par ailleurs, le Haut-Commissariat au Plan (HCP), en tant qu'institution indépendante chargée de la production des statistiques nationales, n'a pas produit les mêmes chiffres évoqués par le ministère de tutelle, en effet, les chiffres relatifs à la création d'emplois dans le secteur industriel annoncés par ladite institution relèvent des écarts importants, en détail, le ministère de tutelle annonce un chiffre de 400 000 nouveaux emplois bruts créés en 5 ans, ledit chiffre ne prend pas en considération les destructions d'emplois opérées chaque année. Pour compléter, si les 400 000 emplois créés étaient nets des destructions, cela aurait dû avoir un impact significatif sur le taux de chômage, or, ce dernier est resté inchangé aux alentours de 9.5% durant la période concernée. Dans le même contexte, l'écart en termes de chiffres est décelé également pour les exercices 2015,2016 et 2017. En effet le ministère de tutelle avançait une création nette de 82 736 emplois entre 2015-2017, alors que le HCP annonce une création nette de 30 000 durant la même période. En matière d'exportations, le Maroc a réalisé des résultats considérables puisque, comme cité précédemment, à partir de 2014 les exportations automobiles sont devenues le premier produit à l'export du pays, ainsi, pour l'aéronautique, le pays est devenu en 2018 le premier pays exportateur en Afrique des produits aéronautiques.

**Tableau N°2 : Evolution des exportations des secteurs automobile et aéronautique (En MD)**

| Secteur             | 2010   | 2011                    | 2012          | 2013                     | 2014           | 2015          | 2016          | 2017           | 2018          | 2019         |
|---------------------|--------|-------------------------|---------------|--------------------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|--------------|
| <b>Automobile</b>   | 18 397 | 23 361                  | 25 164        | 31<br>660                | 44 919         | 54 094        | 60 874        | 67 042         | 75 793        | 80 207       |
| <b>Evolution</b>    | ----   | <b>27 %</b>             | <b>7 %</b>    | <b>25.82</b><br><b>%</b> | <b>41.88 %</b> | <b>20.42%</b> | <b>12.53%</b> | <b>10.13%</b>  | <b>13.05%</b> | <b>5.82%</b> |
| <b>Aéronautique</b> | 5 307  | 5 809                   | 6 743         | 7<br>211                 | 7 536          | 8 717         | 9 976         | 11 633         | 14 744        | 15 614       |
| <b>Evolution</b>    | ----   | <b>9.46</b><br><b>%</b> | <b>16.07%</b> | <b>6.94</b><br><b>%</b>  | <b>4.5%</b>    | <b>15.67%</b> | <b>14.44%</b> | <b>16,61 %</b> | <b>26,74%</b> | <b>5.9%</b>  |

**Source : calcul de l'auteur sur la base des données de l'office des changes**

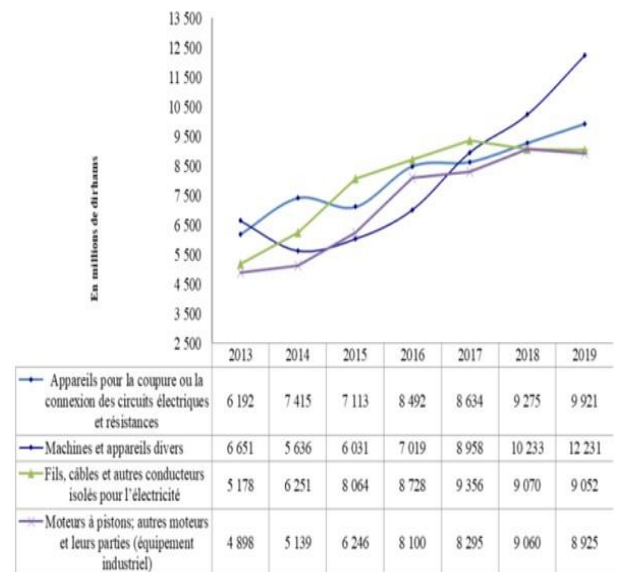
Le tableau suivant illustre l'impact engendré par la politique industrielle du Maroc, à travers la politique d'attractivité des IDE sur les exportations industrielles marocaines durant la dernière décennie, particulièrement celles relatives à l'automobile et l'aéronautique. Nous pouvons constater une évolution croissante des exportations des deux secteurs : l'automobile et l'aéronautique, qui constituent deux secteurs à forte valeur ajoutée et à fort contenu technologique, ayant des externalités positives en termes de création de valeur, d'emplois qualifiés ainsi qu'en termes de dynamisation des équipementiers et autres secteurs et technologies connexes (électricité, intelligence artificielle, plastics, matériel informatique, spatial, câblage, etc.).

L'augmentation des exportations des deux secteurs observés précédemment constitue un indicateur de bonne santé des échanges extérieurs du Pays, ayant de ce fait un impact positif sur le déficit commercial et par conséquent sur le déficit de la balance de paiements. Par ailleurs, il sera plus pertinent d'analyser, en parallèle, la situation des importations desdits secteurs pour avoir une analyse complète et probante des échanges extérieurs et de la situation commerciale du secteur industriel.

**Figure N°2 : Evolution des importations des principaux produits finis de consommation industriels**



**Figure N°3 : Evolution des importations des principaux produits d'équipements industriels**



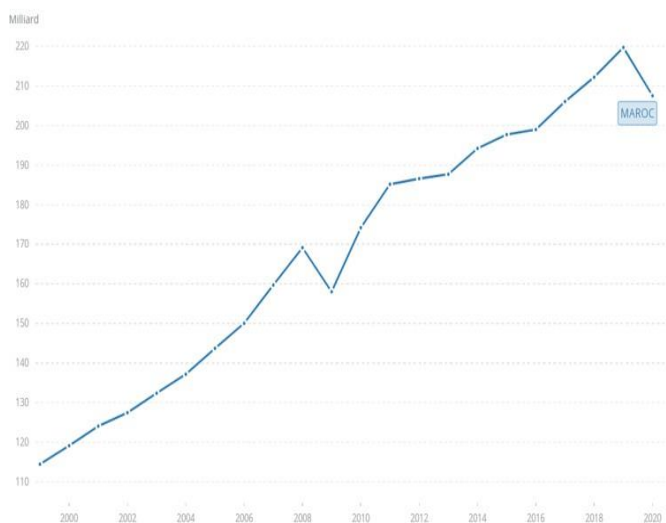
Source : Office des changes-Rapport annuel-

L'évolution des importations des principaux produits finis de consommation industriels nous démontre que la demande adressée à l'extérieur relative aux voitures de tourisme s'est stabilisée entre 2016-2018 avant de diminuer en 2019, ce constat peut être corroboré par le taux d'intégration du secteur automobile révélé par l'ancien ministre de l'industrie Moulay Hafid ELALAMI qui est de 60%, ce qui exprime la capacité dudit secteur à satisfaire non seulement la demande provenant de l'étranger mais également celle émanant de l'intérieur du Pays.

Par ailleurs, concernant les importations des parties et pièces pour voitures, on remarque une évolution croissante entre 2014-2019, de ce fait, même si le Maroc a réalisé des résultats considérables en termes d'exportation des voitures accompagnées par une diminution des importations de ces voitures, ces résultats doivent être analysés avec prudence du fait de l'évolution croissante des importations des pièces nécessaires à la production de ces voitures. En d'autres termes, même si le Maroc arrive à satisfaire la demande intérieure pour les voitures, il reste toujours dépendant de l'étranger pour importer les pièces nécessaires à la fabrication de ces voitures. Pour appuyer ce constat, même les importations des produits d'équipements industriels ont connu une augmentation croissante entre 2013-2019 particulièrement concernant les machines, appareils divers ainsi que pour les appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques et résistances en plus des moteurs à piston et autres moteurs et leurs parties.

De ce qui précède, il est clair que le pays a réalisé des avancées considérables en termes d'exportations industrielles, et en matière de satisfaction des besoins du pays en produits finis industriels, particulièrement pour l'automobile et l'aéronautique, par ailleurs, nous pouvons dire le Pays dépend toujours de l'extérieur en termes de matières premières, semi-produits et produits intermédiaires nécessaires à la production des produits finis. Sur ce, il est logique que notre intérêt portera dans la partie suivante sur la valeur ajoutée industrielle, dans le but d'analyser l'évolution de la production et la consommation intermédiaire du secteur industriel.

**Figure N°4 : VA industrielle en devise locale**



**Figure N°5 : VA industrielle (% de croissance annuelle)**



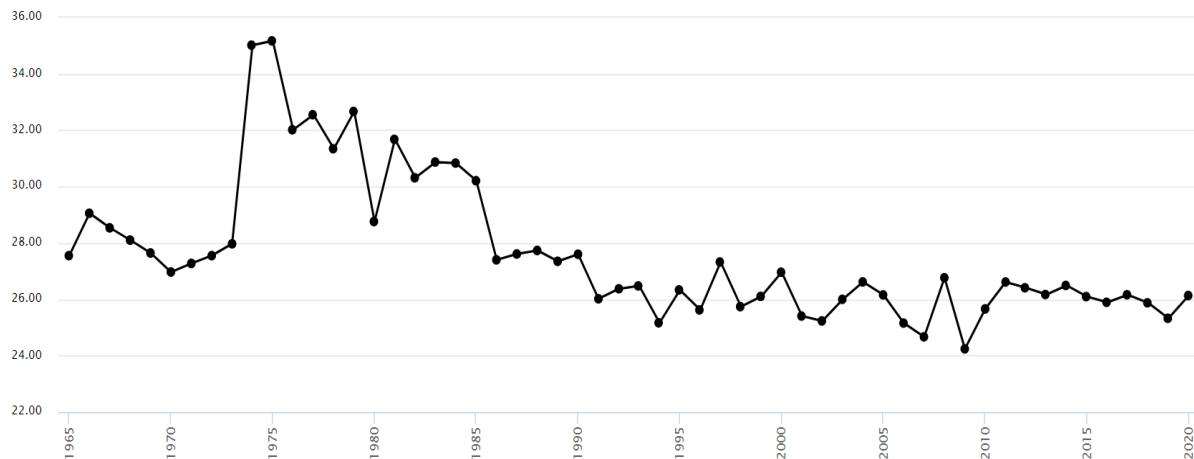
**Source : Banque mondiale**

D'après les deux graphiques relatifs à la valeur ajoutée industrielle, nous pouvons dire que le secteur industriel a connu une évolution croissante de 2000 à 2019, par ailleurs, la tendance évolutive de cette valeur ajoutée durant cette période n'a pas changé, en d'autres termes ; le rythme évolutif de la valeur ajoutée industrielle est resté inchangé même après la mise en place des trois stratégies industrielles. En effet, l'évolution moyenne de la valeur ajoutée industrielle entre 1995-2004 (période avant la mise en place du premier plan émergence de 2005) est de 3,6%, cette évolution est de 3,8% entre 2005-2019 (période couverte par les trois stratégies industrielles). Il est à noter que l'exercice 2009 est exclu de la période de notre analyse car il est caractérisé par une évolution négative du fait de la crise de 2008 ce qui pourra biaiser notre analyse.

De ce qui précède, même si la valeur ajoutée industrielle a connu une tendance croissante entre 2000-2019, les effets des trois stratégies mis en place par le pays ne sont pas ressentis. Ce constat peut être corroboré par l'évolution de la valeur ajoutée en % du PIB, en effet, nous pouvons

remarquer d'après le graphique suivant (figure N°6) que la valeur ajoutée industrielle oscillait aux alentours de 26 % du PIB entre 1990 et 2004 (période avant la mise en place des 3 plans), cette valeur ajoutée est restée inchangée entre 2005-2020.

**Figure N°6 : VA- industrie (% du PIB)**



**Source : Banque mondiale**

La stagnation évolutive de la valeur ajoutée industrielle malgré l'évolution de la production, du chiffre d'affaires et des exportations industrielles, peut être expliquée en décomposant la valeur ajoutée qui est égale à la production moins la consommation intermédiaire ( $VA = Pdt - CI$ ). En effet, même si la production industrielle a augmenté, elle a été accompagnée par une augmentation de la consommation intermédiaire, à travers l'augmentation des importations industrielles relatives aux intrants nécessaires à la production des produits finis industriels, surtout pour les intrants les plus sophistiqués. Ainsi, jusqu'à présent, le parc de fournisseurs se compose principalement d'équipementiers internationaux et rares sont les entreprises marocaines, ainsi que, la chaîne d'approvisionnement recourt massivement aux importations pour produire les véhicules exportés.

Il est à noter que les chiffres avancés par le ministère de tutelle relatifs aux d'objectifs à atteindre sont différents de ceux énoncés par les organismes internationaux, à l'instar de la Banque Mondiale, en effet, le Ministère de tutelle annonçait comme objectif de porter la part de l'industrie dans le PIB de 14% en 2014 à 23% en 2020. En se basant sur ces énonciations, nous pouvons dire que ledit objectif a largement été atteint, voire même dépassé. Par contre, si nous nous basions sur les chiffres énoncés par la Banque Mondiale, nous pouvons dire que ladite Valeur ajoutée est restée inchangée durant la même période et oscillait aux alentours de 26% entre 2014-2020 et ce, même après la mise en place des trois stratégies. Pour compléter, fr.Statista qui est considéré comme l'un des principaux fournisseurs de données sur les marchés et les consommateurs au monde, fournit les mêmes données que la Banque Mondiale en termes d'évolution de la VA industrielle.

Pour compléter, la valeur ajoutée du secteur industriel peut être également mesurée en termes de degré de sophistication des biens produits et exportés, autrement-dit ; plus le produit est sophistiqué plus il contient de la valeur. Ceci-dit, en se basant sur les données disponibles relatives à l'indice de complexité économique, nous pouvons constater que le Maroc n'a pas réalisé des progrès dans cet indice comme le démontre le tableau suivant :

**Tableau N°3 : Indice de complexité économique (Benchmarking)**

| Pays    | Rang<br>(133 pays) | Indice de<br>complexité<br>économique (2018) | Evolution en 5 ans<br>(2013-2018) | Changement en<br>10 ans |
|---------|--------------------|--|-----------------------------------|-------------------------|
| Maroc   | 91                 | -0,56  | 6 ↓                               | 4 ↓                     |
| Egypte  | 66                 | -0.06  | 1 ↑                               | 4 ↑                     |
| Tunisie | 46                 | 0,34   | 2 ↓                               | 8 ↑                     |

Source : Economic\_Complexity\_Index

### 2.3 Défis et perspectives

Durant ces deux dernières décennies, le gouvernement marocain a adopté trois stratégies ambitieuses dans le but de promouvoir le tissu industriel du Pays, néanmoins, malgré quelques réalisations notables, l'analyse du bilan de ces réalisations appuyée par l'analyse des faits stylisés telle que réalisée dans la partie précédente, nous démontre que le bilan de ces stratégies et leurs impacts sont mitigés, avec des réalisations incomplètes. En effet, même si les exportations des produits finis industriels ont connu une augmentation, cette évolution a été accompagnée par une augmentation des importations des intrants industriels nécessaires à la production de ces produits,

ce qui a d'une part, un impact sur la balance commerciale et d'autre part, en termes de valeur ajoutée. Pour compléter, le tissu industriel marocain est caractérisé par une faible inclusion des entreprises locales accompagnée par la faiblesse, voire l'inefficacité du processus de transfert de technologie et de connaissances. De ce qui précède, les principales limites au développement du secteur industriel peuvent être résumées dans les points suivants :

- 1) Un manque de culture de recherche et développement : Au Maroc, le budget de recherche et développement mesuré en pourcentage du PIB est aux alentours de 0,8% par an, contre une moyenne mondiale supérieure à 2%. En termes de brevets, le nombre de brevets déposés a connu une augmentation de 167% entre 2015- 2019, passant de 1096 brevets en 2015 à 2730 brevets en 2019. Par ailleurs, cette augmentation est due à l'augmentation des dépôts de brevets d'origine étrangère, alors que, les dépôts d'origine marocaine ont connu une baisse de 14% pendant la même période ;
- 2) les dispositifs d'incitation ne s'avèrent guère efficaces : outre que les conventions entre l'État et les acteurs privés ne débouchent pas, dans de nombreux cas, sur des projets en raison de goulots d'étranglement ou de déficit de complémentarité, des réallocations de capital de l'industrie vers d'autres activités se produisent suite à l'existence des surcroûts d'avantages ;
- 3) faible gouvernance : le rapport élaboré par la Cour des Comptes<sup>5</sup>, traitant les espaces d'accueil industriel, a fait ressortir un constat intéressant au niveau de la gouvernance des différentes stratégies sectorielles. En effet, ledit rapport a évoqué le défaut de suivi émanant d'une défaillance au niveau du reporting pour les deux comités chargés du suivi et du pilotage des stratégies industrielles du MIICEN ; Par conséquent, plusieurs états et données relatifs à l'avancement des travaux ne sont pas disponibles au MIICEN, ce qui ne lui permet pas de disposer d'une situation actualisée de l'état d'avancement du projet ;
- 4) Un indice de perception de corruption toujours élevé : malgré si le pays a réalisé des avancées considérables au niveau du climat des affaires, son classement en matière de corruption demeure insuffisant. En effet, entre 2008 et 2019 le Maroc occupe toujours le même classement à savoir la 80<sup>ème</sup> place sur 180 pays. Cet indice reflète les blocages rencontrés par les entrepreneurs, notamment ceux relatifs aux pots-de-vin, à la bureaucratie, aux passes droits, etc. Ces éléments de blocage entravent le développement de l'entrepreneuriat, voire même dissuadent

---

<sup>5</sup> Espaces d'Accueils Industriels-[www.Courdescomptes.ma](http://www.Courdescomptes.ma)

les porteurs de projets à créer leur entreprise;

5) Faible productivité : l'effort d'investissement effectué par le Maroc au cours des dernières décennies, qui est de 32,2% en 2019, contre un taux mondial de 23%, ne s'est pas traduit par des gains de productivité. Or, l'expérience internationale a montré que le facteur déterminant pour soutenir et réussir un processus de transformation structurelle accompagnée d'une convergence économique réside dans la capacité à réaliser des gains de productivité (Easterly.2001<sup>2</sup>).

Pour compléter, la faible productivité des investissements au Maroc est exprimée également par l'indice ICOR<sup>6</sup> qui s'élevait aux alentours de 7 en 2020, ce qui veut dire, qu'il faut investir beaucoup pour avoir un petit surplus de croissance économique. Ceci étant, également en lien avec la faible productivité du capital.

Dans le même cadre, la faible productivité des investissements et de la structure productive au Maroc est démontrée également par son classement en termes d'indice de complexité économique. En effet, cet indice nous montre clairement que le Maroc n'a pas pu réussir une transformation structurelle de son économie de nature à rendre sa production compétitive à l'export ;

6) insuffisance de l'investissement privé : même avec le taux important d'investissement au Maroc, celui-ci est dominé principalement par l'investissement public, ce dernier représente deux tiers de l'investissement global du Pays, alors que l'investissement privé ne représente que seulement un tiers. Dans ce sens, l'une des recommandations du FMI, repris également par le rapport du Nouveau Modèle de Développement est de renverser la donne ;

7) opportunités présentées par les chaînes de valeur mondial non exploitées par les entreprises locales : les différentes mesures de soutien au tissu productif national, des dispositifs de mise à niveau jusqu'aux programmes d'intégration des activités informelles, ne sont parvenues que dans de rares cas à connecter les ressources productives locales aux opportunités que représentent les CVM ;

8) faible qualification du capital humain : même si cet aspect a été dès 2014 un axe prioritaire du Plan d'accélération Industrielle (PAI), et ce dans l'objectif de mettre à disposition des industriels installés au Maroc des ressources humaines suffisamment qualifiées et de niveau mondial afin de faire fonctionner leurs usines. Cet aspect s'est intéressé uniquement à la formation de travailleurs ayant des compétences adéquates aux nouveaux métiers mondiaux, ce qui a permis dans une

---

<sup>6</sup> ICOR mesure la propension de l'investissement public à augmenter le taux de croissance économique, plus l'indice est faible plus la productivité de l'investissement est importante

certaine mesure, de satisfaire les besoins des firmes étrangères. Par ailleurs, cette stratégie a négligé l'aspect relatif à la formation des futurs entrepreneurs qualifiés et prêts à prendre des risques, à travers des formations de qualité portant plus sur la pratique (TP, visites sur place, logiciels, stages,...), et permettant, *in fine*, la promotion de l'entrepreneuriat. D'ailleurs, au niveau des universités, on remarque toujours la prédominance d'une formation théorique que celle portant sur la pratique.

La faible qualification du capital humain est un élément causal de la faible productivité des investissements publics évoquée précédemment et qui est matérialisée par la valeur élevée de l'indice ICOR au Maroc, en effet, l'un des éléments expliquant la valeur de cet indice est la faible productivité du capital, notamment le capital humain.

9) statistiques non fiables : l'analyse des réalisations du Plan d'accélération Industrielle (PAI : 2014-2020), a permis de ressortir des chiffres différents entre ceux produits par le Ministère de tutelle et ceux produits par des instances indépendantes telles que le HCP ou même la Banque Mondiale. De ce fait, pour qu'une politique publique soit efficace, elle doit en premier lieu diagnostiquer l'état des lieux de la problématique objet de ladite politique, ce diagnostic doit être dressé d'une façon claire et qui reflète la réalité de la situation. Ceci dit, ledit état des lieux ne peut être dressé qu'à travers des statistiques fiables et précises.

## Conclusion

Toute politique économique vise à atteindre les objectifs macroéconomiques suivants : d'une part, des taux de productivité d'investissement et de croissance élevés, accompagnés par un taux de chômage faible, et d'autre part des niveaux d'inflation et de déficit extérieur maîtrisables. Par ailleurs, d'autres objectifs peuvent également être ciblés tels que ; la diminution du taux de pauvreté, l'amélioration de la qualification du capital humain, la réduction des disparités sociales et régionales, etc. Dans ce sens, les politiques industrielles ciblent surtout, les objectifs macroéconomiques relatifs à la création de la valeur ajoutée, de la richesse et d'emplois de qualité. En effet, plusieurs travaux ont pu démontrer la nécessité de l'intervention de l'État dans l'économie pour réguler les dysfonctionnements des marchés à travers les politiques économiques, ainsi qu'en termes d'incitations et de promotion des secteurs porteurs de croissance. Dans ce sens, et dans le but d'assurer la transformation structurelle de l'économie, accompagnée par une création de forte valeur ajoutée et d'emplois qualifiés, les politiques industrielles semblent être les plus efficaces.

Au Maroc, afin de rattraper le train de l'émergence, le Pays a adopté trois stratégies industrielles entre 2005-2020, l'objectif étant, d'une part, d'assurer les bases nécessaires à la promotion et à la dynamisation du tissu industriel ainsi que la modernisation des secteurs traditionnels, et d'autre part, la promotion de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée (aéronautique, automobile, offshoring, etc.) à travers notamment, les politiques d'attractivité des IDE.

Après une analyse de ces différentes stratégies industrielles, accompagnée d'une analyse des faits stylisés dans le but d'évaluer les externalités engendrées par lesdites stratégies, nous pouvons dire que le bilan des réalisations de la politique industrielle du Pays reste mitigé. D'une part, une politique d'attractivité des IDE qui a permis l'implantation de géants mondiaux dans des secteurs à forte valeur ajoutée (Renault, PSA, Bombardier, ...) avec leurs équipementiers, incitant ainsi d'autres entreprises à s'installer au Maroc. Cette attraction des IDE industriels a permis au Pays de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'étranger en termes d'importation de certains produits finis industriels et de booster les exportations relatives à ces produits (l'automobile, l'aéronautique, ...), cette politique a permis également la création d'emplois de qualité dans ces domaines (pour satisfaire les besoins en capital humain qualifié exprimés par les géants mondiaux). D'autre part, des objectifs non atteints tels que ; la stagnation de la valeur ajoutée industrielle, l'augmentation des importations industrielles, la faible intégration des

entreprises locales dans les chaînes de valeur mondiales, ainsi que l'inefficacité du processus de transfert de technologie censé être déclenché par la politique d'attractivité des IDE.

Pour compléter, même au niveau de réalisation de certains objectifs, ces derniers doivent être analysés avec précaution, en effet, à côté de l'augmentation des exportations industrielles des produits finis on constate également une augmentation des importations des intrants industriels nécessaires à la production de ces produits finis.

Il est à noter que les difficultés du Royaume en matière de création de valeur ajoutée industrielle ne sont autres que le résultat de la faible transformation structurelle de son économie, qui est aussi la conséquence des efforts médiocres en termes d'innovation, de recherche scientifique et de développement. Dans ce sens, il est impératif au Maroc d'accorder plus d'importance à cet aspect afin de permettre aux investissements dans le secteur industriel d'être plus productifs. Ceci dit, il est également nécessaire de promouvoir l'investissement privé industriel et de renverser la tendance par rapport à l'investissement public, cet objectif peut être réalisé à travers les incitations fiscales, les partenariats publics privés, ainsi que la réduction de la corruption et l'amélioration du climat des affaires. Finalement, l'investissement public doit être réalisé d'une manière efficace et efficiente afin d'optimiser les dépenses publiques, cela ne peut être réalisée qu'à travers une bonne gouvernance tout en se basant sur le principe constitutionnel de reddition des comptes.

En guise de conclusion, l'un des constats majeurs tirés depuis notre analyse concerne la faible productivité de l'investissement public ainsi que la faible qualification de la main-d'œuvre au Maroc. Ce constat nous interpelle et nous mène vers une nouvelle problématique présentée comme suit :  **dans quelle mesure l'amélioration de la productivité des investissements publics et de la qualification du capital humain permettra de dynamiser le secteur industriel marocain, et permettant, *in fine*, de stimuler la croissance économique du Pays ?**

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **1. Articles**

- **Abdelwafi, E ; A& Mohamed, A.(2019).** THE DETERMINANTS OF SUCCESS OF THE INDUSTRIAL ACCELERATION PLAN IN MORROCO : A TEST OF CYBERNETIC APPROACH. International Journal Of Economics and Mangement Research, Volum 1 ;

- **Alain,P.(2018).** AU MAROC, L'EPREUVE POLITIQUE D'UNE INDUSTRIALISATION IMPORTEE. Revue-Afrique contemporaine-Cain.info, 2018/2 N° 266, pages 75 à 96 ;
- **El Ouahabis .S & Bousselhami.A .(2018).** Analyse Economique du secteur Industriel au Maroc. European Scientific Journal, vol 14 ;
- **M,Blomstrom & A,Koko. (1998).** Sociétés multinationales et retombées », Journal of Economic survey ;
- **Pesaran, M.H& Shin, Y. and Smith. RJ. (2001).** Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. Journal of Applied Econometrics, 16(3), p.289-326 ;
  - **Piveteau, A. (2020).** Automobile. In N. El Aoufi & B. Billaudot (ss. dir.), Made in Maroc, Made in Monde,- Chapitre 5- Volume 3, Profils sectoriels et émergence industrielle, Rabat, Economie Critique, pp. 161-184 ;
- **Rajae, A.(2016).** Les clusters au Maroc : vers l'émergence d'une nouvelle politique industrielle territoriale . Revue Marché et Organisations ;
- **Rodrik, D. (2011).** The future of economic convergence. National Bureau of Economic Research, JEL No. O40
- **Thirlwall, A. P. (1983).** A Plain Man's Guide to Kaldor's Growth Laws, Journal of Post Keynesian Economics5 (3), p. 345-358 ;
- **William Esterly and Ross Levine. (2001).** What have we learned from a decade of empirical research on growth ?. The World Bank Economic Review.

## 2. Rapports

- **Achy.L & Al. (2015).** Structural Transformation and Industrial Policy: A Comparative Analysis of Egypt, Morocco, Tunisia and Turkey and Case Studies. Banque européenne d'investissement : 268 ;
- **A,Ghoufrane & N, Boubrahimi & A,DIANI. (2014).** INDUSTRIALISATION ET COMPETITIVITE GLOBALE DU MAROC. Institut Royal des Etudes Stratégiques ;
- **Banque Africaine de développement. (2017) et (2019).** Programme d'appui à l'accélération de l'industrialisation au Maroc. –Phase I et II-. Rapports d'évaluation ;
- **Banque mondiale (2020).** RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ECONOMIQUE AU MAROC ;
- **Cour des Comptes Maroc. (2018).** Espaces d'accueil industriels ;
- **Commission spéciale du nouveau modèle de développement. (2022).** Le Nouveau Modèle de Développement ;
- **Conseil Economique, Social et Environnemental. (2017).** Changement de paradigme pour une industrie dynamique au service d'un développement soutenu, inclusif et durable. Auto- Saisine n°30/2017.

### 3. Webographie

- [www.banquemondiale.org/](http://www.banquemondiale.org/) ;(08/2022) ;
- [www.fr.statita.com](http://www.fr.statita.com); (08/2022) ;
- [www.hcp.ma](http://www.hcp.ma) ;(08/2022) ;
- [www.mcinet.gov.ma](http://www.mcinet.gov.ma) ;(08/2020) ;
- [www.imf.org/](http://www.imf.org/);(08/2022);
- [www.oc.gov.ma](http://www.oc.gov.ma); (08/2022).